

la Main-d'œuvre et de l'Immigration. A la lumière de ce qui pourrait se produire aujourd'hui à Montréal, le ministre interdira-t-il immédiatement ou rendra-t-il plus sélective l'admission d'immigrants provenant de Cuba ou autres pays communistes qui appuient les mouvements subversifs canadiens?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je doute du rapport entre les deux parties de la question du député. Dans la loi et les règlements sur l'immigration, il y a bien sûr des règles auxquelles le député pourrait se reporter et qui visent certaines classes de personnes indésirables au Canada. Ces règles, à mon avis, sont assez justes. Mais j'accueillerais avec plaisir toutes instances précises si le député songe à un changement particulier.

M. Alkenbrack: Je suis certain que le ministre comprend le sens de ma question. Si des membres de mouvements subversifs sont amenés de Montréal à Cuba aujourd'hui, conformément à certaines ententes, nous ne voulons pas qu'ils reviennent. C'est pour cette raison que je lui demande d'interdire toute immigration de Cuba.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION

M. Erik Nielsen (Yukon): J'ai une question supplémentaire pour le premier ministre au sujet des recommandations de la Commission royale d'enquête sur la sécurité. Le premier ministre et le gouvernement ont-ils décidé de mettre en œuvre certaines de ces recommandations?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur. Nous avons poursuivi l'étude de certaines des recommandations de la Commission et le gouvernement annoncera en temps utile toute modification de sa politique dans ce domaine.

* * *

LA SANTÉ

LES DISPOSITIFS DE CONTRÔLE DES ÉLÉMENTS NOCIFS REJETÉS PAR LES RÉACTEURS NUCLÉAIRES

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Peut-il indiquer à la Chambre si son ministère—ou tout autre organisme de l'État—est entré en relation avec les autorités des États-Unis en ce qui concerne la construction éventuelle, aux environs des Grands lacs, de plusieurs réacteurs nucléaires et particulièrement au sujet des dispositifs de sécurités destinés au contrôle des éléments rejetés par ces installations?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Je prends acte de la question.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

TERRE-NEUVE—LE LIVRE BLANC SUR LE PROGRAMME

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Le ministre de l'Expansion économique régionale peut-il nous dire si son ministère a accepté les propositions du Livre blanc soumis par la province de Terre-Neuve en vue de l'aménagement de la côte ouest, ce qui comprend des routes toutes saisons, trois parcs nationaux et deux aéroports?

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question me semble d'une portée très vaste. Le ministre pourrait-il y répondre brièvement?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Il s'agit là d'un document que nous considérons au même titre que nos autres documents.

LES ENTRETIENS AVEC LES PROVINCES AU SUJET DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES

[Traduction]

M. John Burton (Regina-Est): Je veux poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. Le gouvernement poursuit-il des entretiens avec les provinces au sujet de modifications à apporter aux lois régissant l'expansion régionale en ce qui concerne les conditions économiques actuelles de diverses régions du Canada?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, nous sommes en pourparlers continuels avec les provinces au sujet des régions où le développement est insuffisant et, à ce moment-ci, nous faisons des efforts particuliers afin de résoudre les problèmes qui se posent.

[Traduction]

M. Burton: Le gouvernement songe-t-il à étendre la portée des subventions d'encouragement au développement régional au delà de l'industrie secondaire, ou songe-t-il aussi à désigner un plus grand nombre de zones spéciales où...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député invite le ministre à faire une déclaration de caractère très général qui devrait régulièrement se faire à l'appel des motions.

* * *

INFORMATION CANADA

LE RECUEIL DE RÉPONSES PROMIS PAR LE MINISTRE

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Je voudrais poser une question au ministre chargé d'Information Canada, pour essayer encore d'obtenir des renseignements sur cet organisme. Le ministre voudrait-il revenir maintenant sur sa réponse d'hier voulant qu'il n'y aurait pas le recueil de réponses sur lequel portait ma question?

L'hon. Robert Stanbury (ministre d'État): La question a été formulée de telle sorte que le député semblait croire à l'existence d'un recueil de réponses aux déclarations du gouvernement. Je ne connais pas de recueil de ce genre.